

Genève n'a pas toujours été bor



Myriam Bettens

Le premier ghetto d'Europe est né à Genève, où vit la plus importante communauté juive de Suisse romande.

C'est finalement Carouge la catholique qui a permis aux juifs de trouver leur place dans la Rome protestante.

Jean Plançon, historien et gardien du cimetière juif de Veyrier.

En contrebas de la cathédrale Saint-Pierre, sur l'actuelle place du Grand-Mézel, naissait en 1428 le premier ghetto juif d'Europe. Un siècle avant le premier quartier fermé de Venise, le Conseil de Genève décidait en effet d'assigner à résidence les juifs durant la nuit. La ville bâtit donc deux nouvelles portes entre la place du Grand-Mézel et l'actuelle rue des Granges.

Ce quartier fermé ne portait pas encore le titre de *ghetto*, terme qui apparaîtra en 1516 à Venise. Il est appelé *cancel*, mot qui signifie barreaux, balustrade ou enfermement en latin. L'enfermement nocturne des juifs dans ce *cancel* dura jusqu'en 1490, date de l'expulsion des juifs hors de la ville. Ce n'est que trois siècles plus

tard qu'ils pourront revenir dans les environs de Genève, devenue protestante entre-temps, mais pas plus tolérante.

LA RIVALE CATHOLIQUE

Le retour aura pour cadre Carouge, la ville fondée en 1754 suite au traité de Turin entre la République de Genève et le Royaume de Sardaigne. Il mettait fin aux querelles incessantes et coûteuses entre la Maison de Savoie et la Cité de Calvin au sujet des terres situées le long de l'Arve. Sur ces terrains désormais savoyards, Pierre-Claude de La Fléchère, comte de Veyrier, a l'idée d'ériger une ville capable de concurrencer sa puissante et austère voisine, Genève. Carouge la catholique va faire appel à des

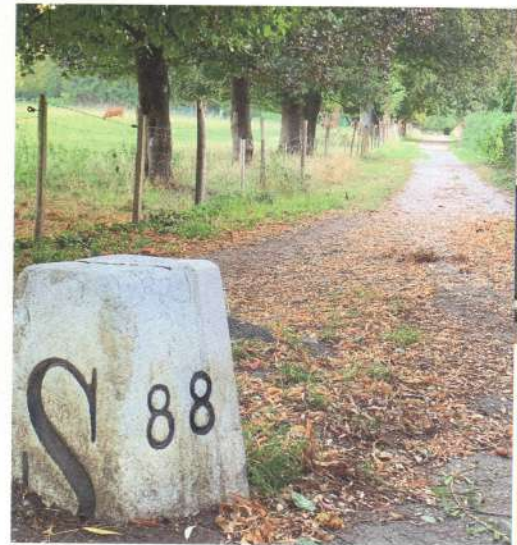
ne pour « ses » juifs



Notrehistoire.ch



DR



Myriam Bettens

étrangers de tous bords: protestants, francs-maçons et juifs sont accueillis à bras ouverts.

Les juifs participent activement à l'activité économique locale. Ils ont le droit de culte et disposent d'un terrain privé pour enterrer leurs morts. Cette totale liberté accordée aux juifs est peu commune dans l'histoire européenne. Et rien ne semble troubler cette quiétude jusqu'au rattachement de la cité sarde à la Confédération en 1816. Or, Genève refuse la citoyenneté à tous ceux qui ne sont pas de confession chrétienne. Le combat politique pour accéder à la pleine citoyenneté durera près d'un demi-siècle.

UN CIMETIÈRE TROP PETIT

Un autre lieu emblématique du parcours mouvementé des juifs à Genève se situe à Veyrier. Le cimetière historique de Carouge étant devenu trop petit et la loi genevoise de 1876 interdisant l'agrandissement ou la construction de nouveaux cimetières confessionnels, la Communauté israélite de Genève (CIG) fait l'acquisition en 1920 de parcelles situées en France voisine. A la différence de la Suisse, en effet, la France n'interdit pas l'inhumation sur un terrain privé. Le cimetière confessionnel israélite

de Veyrier est unique à plus d'un titre: la majeure partie des tombes se trouve en effet en territoire français. Seuls l'entrée et l'oratoire funéraire se situent du côté suisse.

Cette situation géographique privilégiée a permis à de nombreux juifs de fuir l'extermination nazie durant la Seconde Guerre mondiale. Situé en zone libre au début du conflit, puis placé sous le contrôle de l'armée italienne, le cimetière ne fait l'objet d'aucune surveillance particulière et les enterrements s'y poursuivent normalement.

Les troupes italiennes font d'ailleurs preuve d'une grande bienveillance, facilitant le passage des juifs qui désirent se réfugier en Suisse. «Sur les 25'000 juifs recueillis officiellement en Suisse, on estime que près de 12'360 sont passés par la frontière genevoise», avance Jean Plançon, historien et responsable du cimetière depuis 1995.

La situation se gâte à l'arrivée des troupes allemandes en 1943: le cimetière est entièrement bouclé et la communauté israélite contrainte de réutiliser son cimetière de Carouge jusqu'à la libération de la Haute-Savoie, en août 1944. Ce patrimoine hors du com-

mun a été mis en valeur lors des Journées européennes du patrimoine en septembre dernier.

UNE PLAQUE SUR LA PLACE

Deux autres initiatives ont cherché à mettre en lumière l'histoire insoupçonnée de cette communauté. L'une d'elles a germé à la suite de rencontres entre Sylvain Thévoz, conseiller municipal socialiste, Anita Halasz, responsable des activités culturelles de la CIG, et Jean Plançon, qui a mené de nombreuses recherches sur la communauté juive de Genève. Etonnés que la ville n'ait rien fait pour commémorer cette page de l'histoire, ils ont eu l'idée d'apposer une plaque sur la place du Grand-Mézel. Idée matérialisée par une motion déposée au Conseil municipal en septembre 2016 par Sylvain Thévoz et approuvée en avril 2018 par la Commission des arts et de la culture.

«Poser cette plaque est une façon d'expliquer un fait historique et les raisons politiques qui ont conduit à l'instauration de ce quartier fermé», explique Jean Plançon. Pourtant, le rabbin de la Communauté israélite libérale de Genève, François Garaï, ne

Ci-contre
La synagogue de Plainpalais, à Genève, date de 1857.

Sur la place du Grand-Mézel, une plaque fera mémoire du ghetto de Genève.

La borne frontière entre la Suisse et la France à l'entrée du cimetière juif.

«Savoir ce que nous avons fait même si nous avons mal fait.»



Jacques Berset/cath.ch.

François Garaï,
rabbín de la com-
munauté juive
libérale de Genève.

cache pas son scepticisme: «Une plaque reste une mémoire figée. Ne devrait-on pas privilégier une mémoire qui passe à travers ce que vivent les communautés?». Le rabbin prône une mémoire vivante qui pourrait se transmettre aux enfants genevois grâce à un enseignement en classe d'histoire, par exemple.

L'historien comprend la position du rabbin Garaï, mais il nuance: «Il ne s'agit pas de relancer une polémique, mais plutôt de valoriser le patrimoine genevois. En outre, je remarque un intérêt manifeste pour les visites guidées que je propose au *cancel*. Les personnes sont souvent abasourdis

de constater que tout un pan de l'histoire genevoise leur était totalement inconnu».

VICTIMES ET BOURREAUX

Pour Remy Burri, conseiller municipal libéral à Genève, «il faut savoir ce que nous avons fait même si nous avons mal fait». C'est la raison pour laquelle, le 6 mai dernier, il a pris part à une autre initiative en faveur de la communauté israélite de Genève: un cortège d'environ 450 personnes a traversé les rues de la ville, de la cathédrale Saint-Pierre à la place des Nations, dans le cadre d'une «Marche de vie pour Israël». Cette mani-

festation soutenue par plusieurs associations évangéliques de Suisse allemande s'inscrit dans le mouvement des «Marches de vie» fondé par le pasteur Jobst Bittner de Tübingen, en Allemagne.

Ce pasteur évangélique a pris conscience que les épisodes traumatiques vécus sous le régime nazi pesaient encore sur les descendants des victimes, mais aussi des bourreaux. L'objectif prioritaire de ces marches est de se souvenir et de se réconcilier par des demandes de pardon, de prendre position contre toute forme d'antisémitisme et enfin de réparer, dans la mesure du possible, les torts causés à la communauté juive.

A ce jour, plus 30'000 personnes ont participé à quelque 350 marches dans plus de vingt pays. Mais Jean Plançon n'a pas voulu s'y associer: «Le risque d'amalgame est trop important», dit-il en évoquant le titre à ses yeux «trompeur» de la marche: «Il ne faut pas confondre Israël en tant qu'Etat et les juifs, qui ne sont pas tous israéliens. Pour moi, ce type d'événements dessert leur cause».

«Ce qui me semble être le point à retenir, c'est que la communauté juive a pu réintégrer Genève après une histoire mouvementée. C'est ainsi qu'on arrive à l'histoire d'aujourd'hui, à la vie!», conclut le rabbin François Garaï. ■

Myriam Bettens

Les Genevois ont plus d'enfants

La communauté israélite de Genève est aujourd'hui extrêmement vivante. François Garaï, le rabbin libéral, parle même de croissance: «Chaque année, nous avons plus de membres que l'année précédente». Ce que confirme Jean Plançon: «Sur un siècle, la croissance de cette communauté dépasse 600%. C'est énorme si on la compare au reste de la Suisse, où la population de confession juive est restée plutôt stable».

Même s'il est difficile de connaître le nombre exact de juifs vivant à Genève, l'historien table sur une fourchette de 6000 à 8000 personnes. Il explique cette difficulté par le fait que certains juifs ne sont affiliés à aucune communauté ou bien à plusieurs. «Genève attire une forte communauté séfarade (juifs d'Afrique du Nord), souvent francophones. Ils ont plus d'en-

fants que les ashkénazes (juifs d'Europe) qui sont majoritaires dans les cantons germanophones», indique Jean Plançon. De nombreux juifs anglophones viennent également s'installer à Genève pour des raisons professionnelles.

Aujourd'hui, Genève abrite la plus importante communauté juive de Suisse romande. Elle pourrait même, à l'avenir, dépasser celle de Zurich. Mais sans la naissance et la bienveillance de Carouge, «l'impact des juifs sur la société genevoise, son fonctionnement et son économie n'aurait pas été aussi considérable. Ils ont apporté d'importantes innovations techniques qui ont contribué à la Genève prospère que nous connaissons aujourd'hui», rappelle Jean Plançon. ■

MBe